

رفع التحفظات الخاصة باتفاقية
القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة
CEDAW



Plaidoyer Pour La Levée Des Réserves A La Convention CEDAW Sur L'Élimination De Toutes Les Formes De Discriminations A L'Égard Des Femmes

Réserves formulées par le gouvernement de la république algérienne démocratique et populaire à l'égard des dispositions 2, 9, 15 (paragraphe 4), 16 et 29 (paragraphe 1) de la convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes



La convention portant sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes du 18 décembre 1979, entrée en vigueur le 03 septembre 1981 a été ratifiée par l'Algérie le 22 Janvier 1996, publiée au journal officiel le 24 Janvier 1996.¹

Il est important de rappeler que la constitution consacre le principe de la hiérarchie des normes et donc qu'une convention, une fois ratifiée est supérieure à la loi nationale. Ce principe a été rappelé par un arrêt du conseil constitutionnel en date du 20 août 1989, « Après ratification et dès sa publication toute convention s'intègre dans le droit national et en application de l'article 132, la convention acquiert une activité supérieure aux lois, autorisant tout citoyen à s'en prévaloir ».

Cependant l'Algérie a formulé des réserves sur certains articles de la convention (dont le texte figure en annexe). Les réserves formulées par l'Algérie portent sur les points suivants :

1. L'obligation pour les Etats de prendre des mesures concrètes pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes.art 2
2. L'obligation pour les Etats d'accorder aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concernent la nationalité, article 9
3. L'obligation de garantir l'égalité devant la loi aux femmes comme aux hommes, article 15
4. L'obligation d'assurer l'égalité en matière de droit du mariage et du droit de la famille, article 16
5. L'obligation de régler les différents entre Etats concernant l'interprétation ou l'application de la convention par voie d'arbitrage à la demande de l'un d'entre eux, article 29

Il est à noter qu'en 2005, la réserve portant sur l'article 09 a été levée du fait de la modification du code de la nationalité qui donne dorénavant le droit à la mère algérienne de transmettre sa nationalité à ses enfants et époux.

Mais nous allons montrer que l'ensemble des réserves peuvent et doivent être levées, ce qui donnerait pleine force à la convention.

1. Journal officiel n°1 du 24 janvier 1996.

Réserve émise par l'Algérie sur l'article 2

« Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire se déclare disposé à appliquer les dispositions de cet article à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre des dispositions du code algérien de la famille ».

Plaidoyer

L'article 02, objet de la convention, porte sur l'engagement de l'ETAT partie à condamner et à éliminer la discrimination à l'égard des femmes. En formulant une réserve sur cet article au nom du code de la famille, l'Algérie n'a pas respecté le traité de Vienne dont elle est partie, qui contraint les pays à ne pas formuler de réserve sur l'objet de la convention sous peine de rendre caduque la convention ou de la vider de son sens. L'Algérie par cette réserve entend ne pas condamner la discrimination. Il est inexplicable que l'Algérie formule une réserve sur l'article 02 objet de la convention alors que sa Constitution consacre le principe de non discrimination, énoncé en son article 29 « Tous les citoyens sont égaux devant la loi sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale » et renforcé par l'article 31 « les institutions ont pour finalité d'assurer l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens et citoyennes en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous, à la vie politique, économique, sociale et culturelle »²

« L'Etat algérien se déclare disposé à appliquer les dispositions de l'article 02 à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre des dispositions du code de la famille ». Par cette réserve l'Algérie donne primauté au code de la famille sur la loi suprême du pays qu'est la Constitution.

Réserve émise sur l'article 9 paragraphe 2

« Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire émet des réserves à l'égard des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 qui ne sont pas compatibles avec les dispositions du code de la

2. Constitution Algérienne 1996 Jo n°76 du 08 décembre 1996 P5.

nationalité algérienne et du code algérien de la famille ».

« En effet, le code algérien de la nationalité ne permet à l'enfant d'avoir la nationalité de la mère que :

- s'il est né d'un père inconnu ou d'un père apatride ;
- s'il est né en Algérie, d'une mère algérienne et d'un père étranger lui-même né en Algérie ;
- de même, l'enfant né en Algérie d'une mère algérienne et d'un père étranger né hors du territoire algérien peut acquérir la nationalité de sa mère sauf opposition du Ministre de la Justice, conformément à l'article 26 du code de la nationalité algérienne ».

« Le code algérien de la famille prévoit dans son article 41 que l'enfant est affilié à son père par le fait du mariage légal... »

L'article 43 de ce même code dispose, quant à lui, que « l'enfant est affilié à son père s'il naît dans les dix mois suivant la date de la séparation ou du décès ».

Réserve levée

La réserve émise sur l'article 09 de la convention a été levée par l'Algérie suite à la modification du code de la nationalité en 2005 qui donne le droit à la mère algérienne de transmettre sa nationalité au même titre que le père algérien à son enfant. (art 06).

Le code de la nationalité modifié en 2005 donne les mêmes droits à l'homme et à la femme pour la transmission de la nationalité à leur enfant, à leur époux et reconnaît la double nationalité.

Un décret présidentiel n° 08-426 portant levée de cette réserve a été publié dans le journal officiel n° 05 du 21 janvier 2009.

Plaidoyer

Il subsiste une discrimination dans l'article 18 du code de la nationalité qui dispose; « perd la nationalité algérienne la femme algérienne qui, épousant un étranger, acquiert effectivement du fait de son mariage la nationalité de son mari et a été autorisée par décret à renoncer à la nationalité algérienne ».

Aucune disposition similaire pour l'homme n'est prévue dans le code de la nationalité.

Réserve émise par l'Algérie sur l'article 15 paragraphes 4

« Le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et Populaire déclare que les dispositions du paragraphe 4 de l'article 15 notamment celles qui concernent le droit de la femme de choisir sa résidence et son domicile, ne doivent pas être interprétées dans un sens qui irait à l'encontre des dispositions du chapitre 4 (art 37) du code algérien de la famille

Plaidoyer

« Cette réserve est inopérante »
Rapport Algérie Cedaw /C/DZA/3-4

La réserve portant sur l'article 15 concernant le droit de la femme à circuler librement et à choisir sa résidence et son domicile n'a aucun rapport avec l'article 37 du code de la famille invoqué pour justifier son éviction, (ce dit article prévoyait « l'obligation pour le mari d'entretenir son épouse dans la mesure de ses possibilités sauf lorsqu'il est établi qu'elle a abandonné le domicile conjugal et d'agir en toute équité envers ses épouses s'il en a plus d'une ». Il est d'autant plus facile aujourd'hui de lever cette réserve que le code de la famille a abrogé cette disposition. Par ailleurs Les notions d'obéissance et de chef de famille prévues par l'article 39 ont été abrogées. De plus, là encore, la réserve ne tient pas compte de la constitution algérienne qui dans son article 44 reconnaît à tout citoyen le droit de jouir de ses droits civils et politiques, le droit de choisir librement le lieu de sa résidence et de circuler sur le territoire national.

Le rapport du gouvernement algérien reconnaît que la réserve qu'il a émise à l'article 15 de la Cedaw est inopérante en raison des mutations socio-économiques. Beaucoup de couples mariés sont astreint matériellement à ne pas cohabiter, en raison de l'éloignement du lieu de travail du conjoint. Les rédacteurs ajoutent, « s'agissant de la femme majeure célibataire, aucune disposition légale ou réglementaire ne l'empêche de choisir librement son domicile ou sa résidence. Il s'agit d'un droit constitutionnel établi (principe de la libre circulation sur le territoire national) ».

Réserve émise par l'Algérie sur l'article 16

« Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire déclare que les dispositions de l'article 16 relatives à l'égalité de l'homme et de la femme pour toutes les questions découlant du mariage, au cours du mariage et lors de sa dissolution, ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions du code algérien de la famille »

Plaidoyer

C'est dans les relations familiales que réside la plus importante discrimination à l'égard des femmes algériennes. L'Algérie a émis une réserve sur l'article 16 de la convention. Certes il y a eu des amendements au code de la famille en 2005 mais il demeure encore des inégalités légales.

Les changements déjà opérés

Les hommes et les femmes âgés de 19 ans ont le droit de se marier (art 7cf). Les amendements du code de la famille ont fixé le même âge pour les deux futurs époux, l'âge au mariage a été aligné sur l'âge de la capacité civile (art 40cc) soit 19 ans.

Le mariage est prouvé par un acte de mariage délivré par les services de l'état civil au niveau des mairies.

Le mariage civil doit précéder le mariage religieux, c'est ce que le ministère des affaires religieuses tente d'inculquer aux algériens qui se marient par la fatiha, mariage coutumier ou religieux admis par le code de la famille art 06. Un avis a été envoyé aux imams afin qu'ils ne procèdent à la lecture de la fatiha que si le livret de famille a été établi et produit. C'est une initiative louable mais c'est la loi qui doit donner la prééminence au mariage civil sur le mariage établi en la forme coutumière qui souvent n'est pas enregistré.

Les hommes et les femmes ont la liberté de se choisir pour contracter un mariage.

Depuis les amendements, Les parents ont les mêmes droits et obligations dans la gestion des affaires familiales et l'éduca-

tion et protection des enfants, le devoir d'obéissance et la notion de chef de famille ont été abrogés art 36 du code de la famille. De manière générale le couple décide de l'espacement des naissances et du nombre d'enfants

Discriminations maintenues

La tutelle matrimoniale

Une des plus flagrantes discriminations reste le maintien de la tutelle matrimoniale dans le mariage. Certes le code de la famille a connu un début de refondation en y intégrant le principe de l'égalité en droits et en obligations entre les époux, en redonnant force au consentement des époux comme élément fondamental de la conclusion du contrat de mariage, en permettant à la femme majeure de conclure son contrat de mariage, mais il reste cependant la présence du tuteur comme condition de validité du mariage, ce qui diminue manifestement la capacité juridique de la femme. Ceci est d'ailleurs en contradiction avec l'article 40 du code civil qui consacre la capacité juridique à 19 ans pour l'homme et la femme en droit de jouir de leurs droits civils à partir de cet âge. Par ailleurs et contrairement à l'opinion reçue, aucun verset du coran ne traite de la tutelle des femmes en tant que telle, la seule justification fournie à l'appui de la tutelle est la notion d'incapable dont il est fait mention dans la sourate 2 el Baqara (la vache) verset 282 à propos de la reconnaissance de dette : « Si le débiteur est gaspilleur safih ou faible dhaif, ou incapable (layastatigh) de dicter lui-même, que son représentant dicte alors avec justice ». Tabari repousse l'idée de l'appliquer exclusivement au genre féminin car le safih est celui qui a besoin d'être interdit en raison de sa manière de dépenser, de gaspiller³.

Le témoignage

Avoir introduit le témoignage de deux femmes pour celui d'un homme après l'adoption du code de la famille et sans que ce dernier n'en fasse mention relève de la discrimination et consacre l'incapacité juridique de la femme. C'est une circulaire du ministère de la justice qui, en 1984, a introduit cette pratique sans base légale. En respectant le parallélisme des formes une circulaire pourrait redonner à la femme majeure sa pleine capacité à témoigner.

3. Lucie Pruvost in revue Ciddef « les amendements du code de la famille » 2005.

Le divorce

Le code de la famille limite les cas où la demande de divorce est formulée par la femme ; l'article 53 du code de la famille prévoit et énumère 10 cas de rupture du lien conjugal. Il est impossible pour la femme d'obtenir le divorce pour, par exemple, le non paiement de la pension alimentaire, pour violence, pour mésentente, pour polygamie, si la femme ne présente pas un jugement pénal ou civil condamnant le mari.

Pour éviter le recours à l'article 53, obstacle à l'obtention du divorce, les femmes utilisent le divorce moyennant compensation, « le khol » qui est le corollaire de la répudiation, droit du mari à rompre le lien conjugal sans motifs. La femme dédommage l'époux pour le dommage que cette rupture lui cause. La répudiation exercée par le mari et le khol utilisé par la femme pour obtenir le divorce sans justifications sont deux institutions tirées d'un verset coranique donnant le droit à l'homme et à la femme de se répudier. Il serait souhaitable qu'un alinéa soit rajouté à l'article 48 du code de la famille qui prévoit les formes de divorce dans lequel il serait permis à l'un ou à l'autre des époux de demander le divorce sans motifs et d'éliminer ainsi « la répudiation et le khol ».

Lorsque le divorce est prononcé, une pension alimentaire est allouée à la maman pour l'exercice du droit de garde. Mais cette pension est dérisoire et ne suffit pas à l'entretien des enfants. L'ex époux insolvable préfère faire de la prison plutôt que de payer, c'est pourquoi un fond de garanti doit être mis en place pour que l'Etat supplée à la carence du père et ex époux.

Quand la femme divorcée qui a la garde des enfants n'est pas maintenue dans le domicile conjugal (la loi permet à l'ex-mari de reprendre son logement) un loyer lui est octroyé. Mais le montant de ce loyer (entre 3000 et 10.000 DA) est très insuffisant au regard des loyers demandés. **Il faut garantir effectivement le droit au logement de ces femmes.**

Une mère divorcée ayant la garde des enfants qui veut se remarier perd la garde des enfants. **(maintenir à la mère qui se remarie son droit de garde sur ses enfants)**

Lorsque les parents kafils (adoptants) divorcent, il n'est jugé ni sur la garde, ni sur la pension alimentaire, ni sur le transfert de la tutelle à la maman car les enfants pris en kafala n'ont pas les mêmes droits que les enfants légitimes. **(Garantir les mêmes droits aux enfants pris en kafala qu'aux enfants légitimes).**

Autorité parentale

La femme mariée n'exerce pas de tutelle sur ses enfants, il n'existe pas de responsabilité parentale à l'égard des enfants. Le père est tuteur de ses enfants mineurs, tel est le principe posé par le code de la famille. Les nouveaux amendements du code de la famille ont introduit un alinéa ambigu dans l'article 87 « la mère supplée le père dans l'accomplissement des actes à caractère urgent concernant ses enfants, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ». En réalité, la mère ne peut pas prouver que le mari est absent; par ailleurs les administrations refusent de lui accorder un quelconque droit sur ses enfants. **La puissance paternelle détenue par le père doit se transformer en autorité parentale**

Réserve émise par l'Algérie sur l'article 29 paragraphe 1

« Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire ne se considère pas lié par le paragraphe 1 de l'article 29 qui dispose que tout différend entre deux ou plusieurs Etats concernant l'interprétation ou l'application de la convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage ou à la Cour Internationale de Justice à la demande de l'un d'entre eux »

« Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire estime que tout différend de cette nature ne peut être soumis à l'arbitrage ou à la Cour Internationale de Justice qu'avec le consentement de toutes les parties au différend »

Plaidoyer

Cette réserve n'a pas beaucoup d'impact sur la question des discriminations, cependant il est regrettable que l'Algérie se prive de cette possibilité de recours international.

Annexes

Articles 2, 9, 15, 16 et 29 de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Article 02

Les Etats parties condamnent la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes, conviennent de poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes et, à cette fin, s'engagent à,

a) Inscrire dans leur constitution nationale ou toute autre disposition législative appropriée le principe de l'égalité des hommes et des femmes, si ce n'est déjà fait et assurer par voie de législation ou par d'autres moyens appropriés l'application effective du dit principe.

b) Adopter des mesures législatives et d'autres mesures appropriées assorties, y compris des sanctions en cas de besoin, interdisant toute discrimination à l'égard des femmes ;

c) Instaurer une protection juridictionnelle des droits des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes et garantir, par le truchement des tribunaux nationaux compétents et d'autres institutions publiques, la protection effective des femmes contre tout acte discriminatoire ;

d) S'abstenir de tout acte ou pratique discriminatoire à l'égard des femmes et faire en sorte que les autorités publiques et les institutions publiques se conforment à cette obligation ;

e) Prendre toutes mesures appropriées pour éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque ;

f) Prendre toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour modifier ou abroger toute loi, disposition réglementaire, coutume ou pratique qui constitue une discrimination à l'égard des femmes ;

g) Abroger toutes dispositions pénales qui constituent une discrimination à l'égard des femmes.

Article 09

- 1.** Les Etats parties accordent aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'acquisition, le changement et la conservation de la nationalité. Ils garantissent en particulier que ni le mariage avec un étranger, ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage ne change automatiquement la nationalité de la femme, ni ne la rend apatride, ni ne l'oblige à prendre la nationalité de son mari.
- 2.** Les Etats parties accordent à la femme des droits égaux à ceux de l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants

Article 15

- 1.** Les Etats parties reconnaissent à la femme l'égalité avec l'homme devant la loi.
- 2.** Les Etats parties reconnaissent à la femme, en matière civile, une capacité juridique identique à celle de l'homme et les mêmes possibilités pour exercer cette capacité. Ils lui reconnaissent en particulier des droits égaux en ce qui concerne la conclusion de contrats et l'administration des biens et lui accordent le même traitement à tous les stades de la procédure judiciaire.
- 3.** Les Etats parties conviennent que tout contrat et tout autre instrument privé, de quelque type que ce soit, ayant un effet juridique visant à limiter la capacité juridique de la femme doit être considéré comme nul.
- 4.** Les Etats parties reconnaissent à l'homme et à la femme les mêmes droits en ce qui concerne la législation relative au droit des personnes à circuler librement et à choisir leur résidence et leur domicile.

Article 16

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans toutes les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux et, en particulier, assurent, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme :

- a)** Le même droit de contracter mariage
- b)** Le même droit de choisir librement son conjoint et de ne contracter mariage que de son libre et plein consentement ;
- c)** Les mêmes droits et les mêmes responsabilités au cours du mariage et lors de sa dissolution ;
- d)** Les mêmes droits et les mêmes responsabilités en tant que parents, quelque soit leur état matrimonial, pour les questions se rapportant à leurs enfants ; dans tous les cas, l'intérêt des enfants est la considération primordiale ;
- e)** Les mêmes droits de décider librement et en toute connaissance de cause du nombre de l'espacement des naissances et d'avoir accès aux informations, à l'éducation et aux moyens nécessaires pour leur permettre d'exercer ces droits ;
- f)** Les mêmes droits et responsabilités en matière de tutelle, de curatelle, de garde, et d'adoption des enfants, ou d'institutions similaires, lorsque ces concepts existent dans la législation nationale ; dans tous les cas, l'intérêt des enfants est la considération primordiale.

Article 29

- 1.** Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la cour internationale de justice, en déposant une requête conformément au statut de la cour.
- 2.** Tout Etat partie pourra, au moment où il signera la présente convention, ou ratifiera ou y adhèrera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par les dites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle réserve.
- 3.** Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

المادة 29 :

1. كل نزاع بين دولتين أو أكثر يتعلق بتفسير أو تطبيق الإتفاقية الحالية تعذرت تسويته عن طريق التفاوض، تتم إحالته على التحكيم، بطلب من أي من الأطراف، أو إذا لم تتمكن الأطراف من الوصول إلى اتفاق على تنظيم أمر التحكيم، في أجل سنة أشهر من تاريخ طلب التحكيم، يتسنى لكل واحد منها إحالة النزاع إلى محكمة العدل الدولية، بإيداع طلب طبقاً للقانون الأساسي للمحكمة.

2. يتسنى لكل دولة طرف، في الوقت الذي توقع فيه على الإتفاقية الحالية، تصديق عليها أو تنضم إليها، أن تصرح أنها غير ملزمة بأحكام الفقرة 1 من هذه المادة. لا تكون الدول الأطراف الأخرى ملزمة بالأحكام المذكورة إزاء دولة طرف يكون أبدى مثل هذا التحفظ.

3. كل دولة طرف تكون قد أبدت تحفظاً طبقاً لأحكام الفقرة 2 من المادة الحالية، يتسنى لها في أي وقت رفع هذا التحفظ عن طريق تبليغ يوجه إلى الأمين العام لهيئة الأمم المتحدة.

المادة 16 :

تتخذ الدول الأطراف كل التدابير المناسبة من أجل القضاء على التمييز ضد المرأة في جميع المسائل المتعلقة بالزواج والعلاقات العائلية، وتضمن على وجه الخصوص، على أساس المساواة بين الرجل والمرأة :

(أ) نفس الحق في عقد الزواج

(ب) نفس الحق في اختيار زوجها بحرية وعدم الزواج إلا برضاها الحر الكامل ؛

(ج) نفس الحقوق ونفس المسؤوليات أثناء الزواج وعند فسخه ؛

(د) نفس الحقوق ونفس المسؤوليات بصفتهم آباء، أيا كانت وضعيتهم الزوجية، فيما يخص المسائل المتعلقة بأبنائهم؛ وفي كل الحالات، تبقى مصلحة الأبناء الإعتبار الأساسي ؛

(هـ) نفس الحقوق في تقرير، بكل حرية، ومع المعرفة التامة، عدد التباعدات في الولادات والحصول على المعلومات، التعليم والوسائل الضرورية للسماح لهم بممارسة هذه الحقوق ؛

(و) نفس الحقوق والمسؤوليات المتعلقة بالولاية والقوامة والحضانة وتبني الأطفال، أو مؤسسات مماثلة، عندما توجد هذه المفاهيم في التشريع الوطني ؛ وفي كل الحالات، تبقى مصلحة الأبناء الإعتبار الأساسي.

المادة 9 :

1. تمنح الدول الأطراف المرأة حقوقاً مساوية لتلك التي تمنح للرجل فيما يتعلق باكتساب، تغيير والحفاظ على الجنسية. فهي تضمن على وجه التحديد على أن الزواج من أجنبي، تغيير جنسية الزوج أثناء الزواج، لا يغير ألياً جنسية المرأة، كما لا يجعلها عديمة الجنسية، ولا يلزمها باكتساب جنسية زوجها.
2. تمنح الدول الأطراف المرأة نفس الحقوق الممنوحة للرجل فيما يتعلق بجنسية أبنائها.

المادة 15

1. تعترف الدول الأطراف بمساواة المرأة مع الرجل أمام القانون.
2. تعترف الدول الأطراف بحق المرأة، من الجانب المدني، في نفس الأهلية المدنية التي يتمتع بها الرجل ونفس إمكانيات ممارسة هذه الأهلية. كما تعترف لها على وجه الخصوص بنفس الحقوق فيما يخص إبرام العقود وإدارة الأملاك وتمنح لها نفس المعاملة في جميع مراحل الإجراءات القضائية.
3. تتفق الدول الأطراف على أن كل العقود وسائر أنواع الصكوك الخاصة التي يكون لها أثر قانوني التي تستهدف الحد من الأهلية القانونية للمرأة تعد باطلة.
4. تعترف الدول الأطراف بنفس الحقوق للرجل والمرأة فيما يخص التشريع المتعلق بحق الأشخاص في التنقل بحرية واختيار أقامتها ومحل سكنها.

المادة 02 :

تدين الدول الأطراف التمييز ضد المرأة بجميع أشكاله، وتتفق على اتباع، بكل الطرق المناسبة ودون تأخير، سياسة تهدف إلى القضاء على التمييز ضد المرأة، ولهذا الغرض، تلتزم بما يلي :

(أ) أن تدرج ضمن دستورها الوطني أو في أي تشريع ملائم مبدأ المساواة بين الرجل والمرأة، إن لم يكن قد أنجز من قبل، وأن تكفل، بموجب التشريع أو بكل الطرق المناسبة، التطبيق الفعلي لهذا المبدأ.

(ب) اتخاذ تدابير تشريعية وغيرها من التدابير الملائمة، بما فيها ما يقتضيه الأمر من جزاءات، مع منع كل تمييز ضد المرأة ؛

(ج) إقرار حماية قانونية لحقوق المرأة على قدم المساواة مع الرجل وضمن، عن طريق المحاكم الوطنية المختصة والمؤسسات العامة الأخرى، الحماية الفعلية للمرأة ضد أي عمل تمييزي ؛

(د) الإمتناع عن الإضطلاع في أي عمل أو ممارسة تمييزية ضد المرأة وكفالة تصرف السلطات العمومية والمؤسسات العامة بما يتفق وهذا الإلتزام ؛

(هـ) اتخاذ كافة التدابير المناسبة من أجل القضاء على التمييز الممارس ضد المرأة من جانب أي شخص أو منظمة أو مؤسسة؛

(و) اتخاذ كافة التدابير المناسبة، بما فيها الأحكام التشريعية، من أجل تعديل أو إلغاء كل القوانين والأنظمة والأعراف والممارسات القائمة التي تشكل تمييزاً ضد المرأة ؛

(ي) إلغاء كل الأحكام الجنائية التي تمثل تمييزاً ضد المرأة.

الملاحق

المواد 2، 9، 15، 16 و29 من اتفاقية القضاء

على جميع أشكال التمييز ضد المرأة

نقل الوصاية إلى الأم لأن الأبناء مكفولين ليست لهم نفس الحقوق كالأبناء الشرعيين. (ضمان نفس الحقوق للأطفال المكفولين على قدم المساواة مع الأبناء الشرعيين).

سلطة الوالدين

لا تمارس المرأة المتزوجة الوصاية على الأبناء، حيث لا توجد مسؤولية أبوية إزاء الأبناء. يعد الأب ولي الأبناء القصر، وهذا هو المبدأ الذي وضعه قانون الأسرة. أدرجت التعديلات الجديدة لقانون الأسرة فقرة غامضة في المادة 87 «تعوض الأم الأب في تأدية الأعمال ذات طابع استعجالي إزاء الأبناء، في حالة غياب أو حدوث مانع لهذا الأخير». في الواقع، لا يمكن للأم أن تثبت أن الزوج غائب، في المقابل ترفض الإدارات أن تمنح لها أي حق على أبنائها. يتعين أن يتم تحويل السلطة الأبوية التي يملكها الأب إلى سلطة الوالدين.

التحفظ الذي أبدته الجزائر حول المادة 29 :

« لا تعتبر حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية نفسها ملزمة بالفقرة 1 من المادة 29 التي تنص على ن كل نزاع بين دولتين أو أكثر يتعلق بتفسير أو تطبيق الإتفاقية لم يتم تسويته عن طريق التفاوض، يحال إلى التحكيم أو إلى محكمة العدل الدولية بطلب أي واحد منها»
تعتبر حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية أن كل نزاع من هذا القبيل لا يمكن إحالته إلى التحكيم أو إلى محكمة العدل الدولية إلا بموافقة لجميع أطراف النزاع»

ليس لهذا التحفظ أثر كبير على مسألة التمييزات، غير أنه من المؤسف أن الجزائر تحرم نفسها من إمكانية اللجوء إلى التحكيم الدولي..

قاعدة قانونية. احتراماً لتوازي الأشكال، يمكن أن تعيد تعليمة للمرأة الراشدة كامل أهليتها للإدلاء بشهادتها.

الطلاق

يحد قانون الأسرة حالات الطلاق المقدمة من طرف المرأة؛ حيث تنص المادة 53 من قانون الأسرة ويعدد 10 حالات لإنهاء الرابطة الزوجية. فيستحيل على المرأة أن تحصل على الطلاق بسبب، مثلاً، عدم تسديد المنحة الغذائية، العنف، سوء التفاهم، تعدد الزوجات، إذا ما لم تقدم المرأة حكماً جنائياً أو مدنياً يدين الزوج.

من أجل تجنب اللجوء إلى المادة 53، التي تشكل عائقاً أمام الحصول على الطلاق، تستعمل النساء الخلع الذي يعد النتيجة الطبيعية للنشوز، حق الزوج في إنهاء الرابطة الزوجية دون أسباب. تقوم المرأة بدفع تعويضات للزوج بسبب الأضرار التي يتعرض لها من إنهاء هذه العلاقة. الرفض الذي يمارسه الزوج والخلع الذي تستعمله المرأة للحصول على الطلاق دون تبريراتهما مؤسستان مستمدتان من آية قرآنية تمنحان الحق للرجل وللمرأة في النشوز. من المستحسن إضافة فقرة للمادة 48 من قانون الأسرة بحيث تنص على أشكال الطلاق التي يسمح فيها لكل واحد من الزوجين أن يطلب الطلاق دون أسباب وبهذا الشكل إلغاء «النشوز والخلع».

عندما يتم النطق بالطلاق، تخصص منحة غذائية للأُم من أجل ممارسة حق الحضانة غير أن هذه الحضانة مثيرة للسخرية، فهي لا تكفي لرعاية الأبناء، حيث يفصل الزوج السابق المعسر الدخول إلى السجن على أن يدفع، ولهذا يتعين إنشاء صندوق ضمان حتى يتسنى للدول أن تعوض غياب الأب والزوج السابق.

يُنح مبلغ إيجار سخيف يتراوح بين 3000 دج و10.000 دج للأُم التي تستفيد من حضانة الأبناء لتأوي نفسها تحت مسكن. في حالة ما إذا تم إبقاؤها في بيت الزوجية، يسترجعها الزوج السابق لأن القانون يسمح له بذلك، غير أنه يستحيل إيجاد إيجار بهذا الضمن بسبب نقص المساكن. (ضمان حق الإسكان للمرأة).

الأُم المطلقة التي تستفيد من حضانة الأبناء وتريد إعادة الزواج تفقد حضانة الأبناء. (الحفاظ على حق المرأة التي تعيد الزواج في حضانة أبنائها)

عندما يطلق الوالدان المتبنيان، لم يتم الحكم لا على الحضانة ولا على المنحة الغذائية، وعلى على

يملك كل من الرجل والمرأة حرية أن يختار كل واحد منهما الآخر بغرض الزواج. منذ التعديلات، يتمتع الآباء بنفس الحقوق والواجبات في تسيير الشؤون العائلية وتربية وحماية الأبناء، حيث تم إلغاء واجب الطاعة ومفهوم رب الأسرة المادة 36 من قانون الأسرة. بصفة عامة، يقرر الزوجان المباحدة في الولادات وفي عدد الأبناء.

التمييزات المستمرة

الوصاية الزوجية

واحد من التمييزات الصارخة يبقى الإبقاء على الوصاية الزوجية في الزواج. من المؤكد أن قانون الأسرة عرف بداية إعادة التعديل عن طريق إدماج مبدأ المساواة في الحقوق والواجبات بين الزوجين، من خلال إعادة إعطاء القوة لموافقة الزوجين باعتباره عنصراً أساسياً في إبرام عقد الزواج، بالسماح للمرأة الراشدة أن تبرم عقد زواجها، غير أن حضور الولي يبقى شرطاً لصحة الزواج، وهو ما يحد بشكل واضح من الأهلية القانونية للمرأة. وهذا يعد مناقضاً لأحكام المادة 40 من القانون المدني الذي يكرس الأهلية القانونية في سن 19 سنة بالنسبة للرجل والمرأة اللذين يحق لهما التمتع بحقوقهما المدنية ابتداء من هذا السن. من جهة أخرى، وخلافاً للرأي الوارد، لم تتناول أية آية من القرآن الكريم وصاية النساء على هذا النحو إذا ما أريد إيجاد تبرير للإبقاء على الوصاية الزوجية للمرأة الراشدة. إلا إذا تم اعتبارهم من بين العاجزين المشار إليهم في الآية 282 التي تتطرق إلى الإعتراف بالدين: «فَإِنْ كَانَ الَّذِي عَلَيْهِ الْحَقُّ سَفِيهًا أَوْ ضَعِيفًا أَوْ لَا يَسْتَطِيعُ أَنْ يُجِلَّ هُوَ قَلِيمًا وَلِيَّهُ بِالْعَدْلِ». حيث يرفض الطبري فكرة تطبيقها بشكل خاص على العنصر النسوي لأن السفه هو الذي يحتاج إلى منعه بسبب طريقتة في الإنفاق، في التبذير³.

الإشهاد

يعد إدراج شهادة امرأتين مقابل شهادة رجل واحد بعد المصادقة على قانون الأسرة ودون أن يشير هذا الأخير إلى ذلك، تمييزاً ويكرس نقص الأهلية لقانوني للمرأة. فالتعليمية الصادرة عن وزارة العدل هي التي قامت في سنة 1984 بإدراج هذه الممارسة دون

3 لوسي بروفوست في مجلة سيداف «تعديلات قانون الأسرة» 2005

كما يضيف المحررون، « فيما يتعلق بالمرأة الراشدة العزباء، لا يوجد أي حكم قانوني أو تنظيمي يمنعها من حرية اختيار إقامتها أو محل سكنها. فالأمر يتعلق بحق دستوري ثابت (مبدأ حرية التنقل عبر التراب الوطني).

التحفظ الذي أبدته الجزائر حول المادة 16 :

« تصرح حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية أن أحكام الفقرة 4 من المادة 15 لاسيما تلك التي تتعلق بحق المرأة في اختيار إقامتها وحل سكنها، لا يمكن أن تفسر بطريقة بشأنها أن تنتهك أحكام الفصل 4 (المادة 37) من قانون الأسرة الجزائري.

يكن التمييز الأكبر ضد المرأة الجزائرية في العلاقات الأسرية. أبدت الجزائر تحفظا حول المادة 16 من الإتفاقية. بالتأكيد أجريت بعض التعديلات على قانون الأسرة في 2005 بيد أنه لازالت بعض حالات عدم المساواة القانونية.

المراقبة

التغييرات التي أجريت

يتمتع كل من الرجل والمرأة البالغين من العمر 19 سنة بالحق في الزواج (المادة 7 من قانون الأسرة). حددت التعديلات التي أجريت على قانون الأسرة نفس السن بالنسبة لكلا الزوجين المستقبليين، وقد تم تنسيق سن الزواج مع سن الأهلية المدنية (المادة 40 من القانون المدني) أي 19 سنة.

يثبت الزواج بموجب عقد زواج تسلمه مصالح الحالة المدنية على مستوى البلديات. يجب أن يسبق الزواج المدني الزواج الشرعي، وهو ما تحاول وزارة الشؤون الدينية أن تهتم به الجزائريين الذين يعقدون اقترانهم عن طريق الفاتحة، وهو الزواج العرفي أو الديني المعترف به في قانون الأسرة المادة 06. تم إرسال أشعار إلى الأئمة حتى لا يعمدوا إلى تلاوة الفاتحة إلا إذا ما تم إثبات وتقديم الدفتر العائلي. فهي تعد مبادرة مستحسنة غير أن القانون هو الذي يجب عليه أن يعطي الأولوية للزواج المدني على الزواج الثابت في الشكل العرفي الذي في غالب الحالات لا يتم تسجيله.

لا يزال هنالك تمييز في المادة 18 من قانون الجنسية الذي ينص على أنه « تفقد الجنسية الجزائرية الأم المتزوجة بأجنبي وتكتسب جراء زواجها جنسية زوجها وأذن لها بموجب مرسوم في التخلي عن الجنسية الجزائرية».

لا يوجد أي حكم مماثل بالنسبة للرجل في قانون الجنسية.

التحفظ الذي أبدته الجزائر حول المادة 15 الفقرة 4 :

« تصرح حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية أن أحكام الفقرة 4 من المادة 15 لاسيما تلك التي تتعلق بحق المرأة في اختيار إقامتها وحل سكنها، لا يمكن أن تفسر بطريقة بشأنها أن تنتهك أحكام الفصل 4 (المادة 37) من قانون الأسرة الجزائري.

« هذا التحفظ غير فعال »

تقرير الجزائر سيداو/C/DZA/3-4 CEDAW

التحفظ الخاص بأحكام المادة 15 المتعلقة بحق المرأة في التنقل بحرية واختيار إقامتها ومحل سكنها ليست له أية علاقة مع المادة 37 من قانون الأسرة المثار من أجل تبرير إلغائها، (حيث نصت المادة آنفة الذكر «أن الزوج ملزم برعاية زوجته في حدود إمكانياته إلا إذا ما تأكد أنها غادرت بيت الزوجية والتصرف بكل عدل إزاء زوجاته إذا تعددت». واليوم أصبح من السهل بكثير رفع هذا التحفظ مع قيام قانون الأسرة بإلغاء هذا الحكم. في المقابل، تم إلغاء مفهوم الطاعة ورب الأسرة المنصوص عليهما في المادة 39. أكثر من ذلك، فإن هذا التحفظ يتجاهل الدستور الجزائري الذي يتعرف في مادته 44 بحق كل مواطن في التمتع بحقوقه المدنية والسياسية، بحقه في اختيار مكان إقامته والتنقل عبر التراب الوطني.

يتعرف تقرير الحكومة الجزائرية أن التحفظ الذي أبدته بخصوص المادة 15 من اتفاقية سيداو CEDAW غير فعال بسبب التحولات الاجتماعية والإقتصادية. يضطر العديد من الأزواج ماديا إلى عدم التعايش، بسبب بعد مكان عمل الزوج.

التحفظ الصادر حول المادة 9 الفقرة 2 :

« أبدت حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية تحفظ ضد أحكام المادة 2 من المادة 9 التي لا تتوافق مع أحكام قانون الجنسية الجزائري وقانون الأسرة الجزائري.»

«في الواقع، لا يسمح قانون الجنسية الجزائري للطفل بأن يحصل على جنسية الأم إلا :

- إذا ولد من أب مجهول أو من أب عديم الجنسية ؛

- إذا ولد في الجزائر، من أم جزائرية وأب أجنبي المولود بنفسه في الجزائري؛

- كما أن الطفل المولود في الجزائر من أم جزائرية وأب أجنبي مولود خارج التراب الجزائري يمكن أن يكتسب جنسية أمه ما لم تعترض وزارة العدل على ذلك، طبقاً لأحكام المادة 26 من قانون الجنسية الجزائري.»

«ينص قانون الأسرة الجزائري في مادته 41 أن الولد ينسب لأبيه متى كان الزواج شرعياً...»

تنص المادة 43 من نفس القانون، من جهتها، أن « ينسب الولد لأبيه إذا وضع الحمل خلال عشرة (10) أشهر من تاريخ الإنفصال أو الوفاة.»

التحفظ المرفوع

قامت الجزائر برفع التحفظ الذي أبدته حول المادة 09 من الإتفاقية تبعا لتعديل قانون الجنسية سنة 2005 الذي يعطي للأم الجزائرية الحق في نقل جنسيتها على قدم المساواة مع الأب الجزائري إلى ولدها. (المادة 06).

يمنح قانون الجنسية المعدل في سنة 2005 نفس الحقوق للرجل وللمرأة لنقل الجنسية لولدهما، أزواجهما ويعترف بالجنسية المزدوجة.

تم نشر المرسوم الرئاسي رقم 08-426 الذي يتضمن رفع هذا التحفظ في الجريدة الرسمية رقم 05 المؤرخة في 21 يناير 2009.

التحفظات التي أبدتها الجزائر بخصوص المادة 2 :

« تصرح حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية أنها مستعدة لتطبيق أحكام هذه المادة بشرط أن لا تكون ضد أحكام قانون الأسرة الجزائري».

تتطرق المادة 02، موضوع الإتفاقية، إلى التزام الدولة الطرف بإدانة والقضاء على التمييز ضد المرأة. فالجزائر وعن طريق إبدائها تحفظا بشأن هذه المادة باسم قانون الأسرة، فإنها لم تحترم معاهدة فيينا التي تعد طرف فيها، وهو ما يجبر الدول على عدم إبداء تحفظ حول موضوع الإتفاقية تحت طائلة إبطال الإتفاقية أو إفراغها من محتواها. هذا يعني أن الجزائر وعن طريق هذا التحفظ لا تنوي إدانة التمييز. من غير المفسر أن تبدي تحفظا حول المادة 02 موضوع الإتفاقية في حين أن دستورها يكرس مبدأ عدم التمييز، الوارد في مادته 29 « كل المواطنين سواسية أمام القانون. ولا يمكن أن يُتدَرَع بأي تمييز يعود سببه إلى المولد، أو العرق، أو الجنس، أو الرأي، أو أي شرط أو ظرف آخر، شخصي أو اجتماعي» والتي دعمتها المادة 31 « تستهدف المؤسسات ضمان مساواة كل المواطنين والمواطنات في الحقوق والواجبات بإزالة العقبات التي تعوق تفتح شخصية الإنسان، وتحول دون مشاركة الجميع الفعلية في الحياة السياسية، والاقتصادية، والاجتماعية، والثقافية»²

«تصرح الدولة الجزائرية أنها مستعدة لتطبيق أحكام المادة 02 بشرط أن لا تكون ضد أحكام قانون الأسرة». عن كطريق هذا التحفظ، تعطي الجزائر الأولوية لقانون الأسرة على القانون الأعلى للوطن المتمثل في الدستور.

صادقت الجزائر بتاريخ 22 يناير 1996، على الإتفاقية الخاصة بالقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة المؤرخة في 18/12/1979، والتي دخلت حيز التنفيذ بتاريخ 03/09/1981، بحيث نشرت في الجريدة الرسمية في 14 يناير 1996.¹

من المهم التذكير أن الدستور يكرس مبدأ تسلسل القواعد وبالتالي فلا يمكن لأية اتفاقية، بعد التصديق عليها، أن تكون فوق القانون الوطني. تم التذكير بهذا المبدأ بموجب قرار المجلس الدستوري بتاريخ 20 أغسطس 1989، «بعد التصديق وفور نشرها، تندمج كل اتفاقية مع القانون الوطني وتطبقا لأحكام المادة 132، تكتسب الإتفاقية نشاطا أعلى من القوانين، بحيث ترخص لكل مواطن التذرع بها».

غير أن الجزائر قدمت تحفظات بخصوص بعض مواد الإتفاقية تمحورت التحفظات التي أدبتها الجزائر حول النقاط الآتي ذكرها :

1. إلزام الدول باتخاذ تدابير ملموسة من أجل القضاء على التمييز ضد المرأة. المادة 2
 2. إلزام الدول بمنح المرأة نفس الحقوق التي يتمتع بها الرجل فيما يتعلق بالجنسية، المادة 9
 3. إلزامية ضمان المساواة أمام القانون للنساء على غرار الرجال، المادة 15
 4. إلزامية ضمان المساواة في قانون الزواج وقانون الأسرة، المادة 16
 5. إلزامية تسوية النزاعات بين الدول المتعلقة بتفسير أو تطبيق الإتفاقية عن طريق التحكيم بطلب أي من الطرفين، المادة 29
- تجدر الإشارة إلى أنه في سنة 2005، تم رفع التحفظ المتعلق بالمادة 09 نظرا لتعديل قانون الجنسية الذي، يعطي من الآن فصاعدا، الحق للأمم الجزائرية في نقل جنسيتها إلى أبنائها وإلى زوجها.

لكننا سنوضح أن مجموع التحفظات يمكن ويتعين رفعها، وهو ما يعطي القوة الكاملة للإتفاقية.



رفع التحفظات الخاصة باتفاقية
القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة
CEDAW

التحفظات التي أبدتها حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية بشأن
الأحكام 2، 9، 15 (الفقرة 4)، 16 و 29 (الفقرة 1) من اتفاقية 1979 الخاصة
بالقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.



Plaidoyer Pour La Levée Des Réserves A La Convention CEDAW

